L'ajournement

Avant de parler des résultats de juillet 1984, j'aimerais faire un bref retour en arrière pour dire que le système des niveaux est articulé sur les districts de recensement, qu'il est tenu compte de l'étendue du chômage dans chaque division de recensement. En juillet 1984, à Terre-Neuve, il y avait sept divisions de recensement au niveau 4 et trois au niveau 3; dans l'Île-du-Prince-Édouard, deux au niveau 4 et un au niveau 3; en Nouvelle-Écosse, six au niveau 4, trois au niveau 2 et un au niveau 1; au Nouveau-Brunswick, sept au niveau 4, six au niveau 3 et deux au niveau 2; au Québec, il y avait 14 divisions de recensement au niveau 4, 46 au niveau 3, 13 au niveau 2 et trois au niveau 1; en Ontario, il y en avait six au niveau 3, 27 au niveau 2 et 20 au niveau 1; en Alberta, toutes les divisions de recensement sont au niveau 1. Je pense avoir fait voir la chose. En d'autres termes, l'Alberta est l'unique province qui soit entièrement au niveau 1 et qui se voie refuser par le système des niveaux tout accès aux fonds de développement économique mis à la disposition des autres provinces. Cela me paraît tout à fait inacceptable. Nous avons entendu le ministre dire à la Chambre qu'on voulait se débarrasser des catégories. A mon avis, cela s'impose depuis longtemps.

Dans certaines régions de l'Alberta, le chômage est plus élevé qu'il ne l'a jamais été depuis dix ou quinze ans. L'économie périclité au point que dans la province, les gens d'affaires, en particulier, qualifient la situation de dépression. Celle-ci est attribuable, je le signale, au Programme énergétique national qui fut l'œuvre de l'ancien gouvernement. Soyons justes. Il y a du chômage massif. La province ne peut pas s'en sortir seule. Les Albertains réclament simplement qu'on les traite de la même façon que les citoyens d'autres régions du pays. C'est évident quand on passe en revue, comme je l'ai fait, les données province par province pour constater que sur 15 secteurs de recensement, tous situés en Alberta, pas un n'est admissible à l'aide à l'expansion économique régionale en vertu d'aucun niveau sauf le premier, ce qui leur donne bien peu de chances. J'espère que le ministre écoutera ma suggestion et s'empresera de rectifier ce que j'estime être une injustice.

● (1815)

Mme Monique Bernatchez-Tardif (secrétaire parlementaire du ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, le député d'Athabasca (M. Shields) a proposé de désigner au 2^e niveau certaines régions de l'Alberta, aux termes du programme de développement industriel régional.

Au départ, les désignations de niveaux aux fins du Programme de développement industriel et régional se fondaient sur un indice de développement, qui est légèrement supérieur au taux de chômage dont parlait mon collègue. En vertu de cet indice, les 260 divisions de recensement du pays étaient classées en quatre groupes, en fonction de mesures sélectives de besoin économique. Les mesures statistiques utilisées sont le taux de chômage, le niveau de revenu personnel et la capacité contributive de la province où se trouve la division de recensement.

Selon la loi et les règlements, les désignations de niveaux sont révisées tous les ans en vue d'être modifiées en fonction de la nouvelle conjoncture économique. A cette fin, on recalcule l'indice de développement grâce aux dernières données annuelles disponibles sur le revenu et le chômage dans chaque division de recensement.

A la suite de la dernière mise à jour de la désignation des niveaux annoncée le 1^{er} juillet 1985, les 15 divisions de recensement de l'Alberta se trouvent toujours au niveau 1. Les nouvelles désignations de 1985 se fondent sur des indices qui mesurent les conditions d'emploi et de revenu au cours de la période allant de 1982 à 1984. En tant que tel, le nouvel indice tient compte de la nouvelle conjoncture économique ainsi que de l'incidence variable de ces changements sur l'Alberta et diverses régions du pays.

[Français]

Monsieur le Président, cela démontre que la classification et la reclassification des divisions de recensement en vertu du PDIR s'effectuent sur la base de données statistiques objectives, à l'aide d'une formule prévue dans la loi et le règlement. La révision annuelle de l'indice du développement est exigée par la loi et constitue la seule procédure de mise à jour de la classification des groupes conformes aux exigences de la loi et du règlement sur le développement industriel et régional. Toute tentative de changer la classification exigera une modification de législation.

Monsieur le Président je me rends compte qu'il n'existe aucun système de désignation régionale qui fonctionne à la perfection en toutes circonstances et qui permette d'orienter l'aide du gouvernement à l'industrie avec une justice et une objectivité absolues. Le ministre est également conscient des lacunes du système et continue d'envisager d'autres méthodes éventuelles pour améliorer les critères appliqués actuellement à la désignation des groupes. Voilà pourquoi l'indice de développement et la méthode des groupes utilisés dans le PDIR sont en train d'être revus par le ministère.

Dès qu'une méthode plus objective et défendable aura été mise au point, monsieur le Président, le ministre sera prêt à formuler des recommandations en vue d'apporter à la législation les changements qui permettront d'appliquer cette méthode.

Entre temps, monsieur le Président, on pourrait avoir recours au programme des EDER en vigueur pour conclure une entente auxiliaire avec l'Alberta, et le ministre espère être bientôt en mesure de signer un accord de ce type qui sera profitable aux habitants de la province.

[Traduction]

LES PÊCHES—LA VENTE DU THON EN CONSERVE—ON DEMANDE LA DÉMISSION DU MINISTRE. B) ON DEMANDE SUR QUOI LE MINISTRE A FONDÉ SA DÉCISION

M. Ray Skelly (Comox-Powell River): Monsieur le Président, la dernière question demeurée sans réponse concernant le grand scandale de la vente de thon au Canada concerne le premier ministre (M. Mulroney). On se demande s'il était effectivement au courant de cette affaire des semaines, voire des mois avant qu'elle ne rebondisse à la Chambre des communes. Le vendredi 20 septembre, le premier ministre a déclaré, au cours d'une conférence de presse, qu'il n'avait été mis au courant de ce problème que le jour précédent et qu'il avait pris des mesures sur-le-champ. Le même jour, l'ex-ministre des Pêches et des Océans, alors qu'il faisait face à un barrage de questions pendant la période des questions à la Chambre des communes, a déclaré que ce n'était pas le cas. Il a prétendu que le bureau du premier ministre était saisi de toute cette affaire depuis plusieurs semaines déjà. Fait intéressant pour le moins, ce ministre a survécu à l'affaire Star-Kist, mais pas aux